

Le cochon fait son marché en Asie

L'actualité du secteur porcin a focalisé l'attention sur le marché breton de Plérin. Les tensions occasionnées par les acheteurs de porc ont fortement pesé sur les conditions de formation du prix ces derniers mois. Les éleveurs de viande porcine ont vu semaine après semaine les cours se retourner. S'agit-il d'une spécificité française ou bien la crise s'est-elle généralisée au reste de l'Union européenne? Certains concurrents résistent mieux. Tous ces concurrents s'affrontent maintenant sur les marchés mondiaux, et notamment asiatiques.

Les producteurs français de viande porcine sont depuis plusieurs mois secoués par une crise de marché qui s'explique par plusieurs facteurs. L'un d'entre eux a retenu l'attention de tous les observateurs durant l'été. Il s'agit des tensions occasionnées par la suspension des achats de viande porcine par les transformateurs. Face à l'absence de demandeurs, l'offre abondante a tiré vers le bas le prix du kilo de porc, exposant les éleveurs à de sérieuses difficultés de trésorerie. A l'échelle européenne, il n'en est pas toujours ainsi. Preuve en est l'Espagne. Second producteur de l'UE à 28, juste après l'Allemagne, elle semble manifestement mieux tirer son épingle du jeu. Comment expliquer cette performance alors que leurs collègues/concurrents français subissent la crise?

Ce qui distingue l'Espagne en matière de production porcine a trait d'abord à la structuration de la filière. Outre la réalisation ces dernières années d'importants investissements orientés vers le progrès technique, c'est l'intégration économique qui pousse les producteurs espagnols à dégager des gains de productivité qui les rapprochent de ceux observés dans les pays du Nord de l'UE, à commencer par le Danemark. La taille des exploitations joue également un rôle favorable, mais il convient de la relier à la spécialisation des producteurs espagnols. Résultat, la production porcine a enregistré une croissance fulgurante en l'espace d'une dizaine d'années, de l'ordre de 25 %.

Cette dynamique porcine espagnole est souvent vue comme exerçant une concurrence déloyale en Europe, au détriment des producteurs français. A cette concurrence espagnole s'ajoute celle provenant d'Allemagne, et qui porte sur les niveaux de salaires. Pourtant, à bien y regarder, les producteurs espagnols ne sont pas épargnés par la baisse des prix. Comme leurs homologues européens dans leur ensemble, ils ont subi les répercussions du double embargo russe, l'un sanitaire, l'autre commercial, et les conséquences néfastes d'un manque de dynamisme de la consommation. S'agissant

de l'embargo décrété en août 2014, il a occasionné une baisse de plus de 40 % des achats effectués par Moscou.

La nature ayant horreur du vide, et les acteurs économiques de l'incertitude, chacun s'est employé à débusquer de nouveaux débouchés, qu'il a trouvé en particulier en Asie (Corée du Sud, Chine, Japon) et dans une moindre mesure en Amérique Latine (Brésil en tout premier lieu). Les productions européennes de porc ont trouvé sur les marchés asiatiques de quoi soulager les trésoreries. En 2014, les exportations de l'UE vers ce continent ont en effet augmenté de 26 %. La conquête de ces marchés a été par surcroît facilitée par le prix élevé de cette viande aux États-Unis, et par la dépréciation de l'Euro durant la deuxième moitié de l'année 2014, et une partie de 2015.

Le porc est donc une viande qui s'internationalise de plus en plus, livrant les grands bassins de production à une concurrence acharnée, puisqu'il s'agit d'écouler une production abondante sur des marchés où la demande reste vigoureuse. En 2014, la Chine et le Japon ont dépassé chacun le million de tonnes importé. Une réelle opportunité pour les producteurs de l'Hexagone, d'autant plus que les autorités russes n'ont pas annoncé la fin de l'embargo commercial. Cela suggère de se préparer à redessiner les contours de la compétitivité des élevages porcins, laquelle devrait tendre vers la hors-coût.

Car les concurrents internationaux restent nombreux et agressifs. Outre la production américaine qui s'accroît et qui dégage des coûts de production inférieurs à ceux de la France, c'est le Brésil qui désormais se positionne comme un rival sérieux, avec ses grandes unités de production et la formation d'un site d'abattage qui, opérationnel en 2019, aura la capacité de fournir 15 000 porcs/jour. Avec l'embargo russe, le Brésil a accru ses exportations de porcs de près de 31 %. Eleveurs porcins, à vos marques...

Contact : Thierry POUCH

Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email :



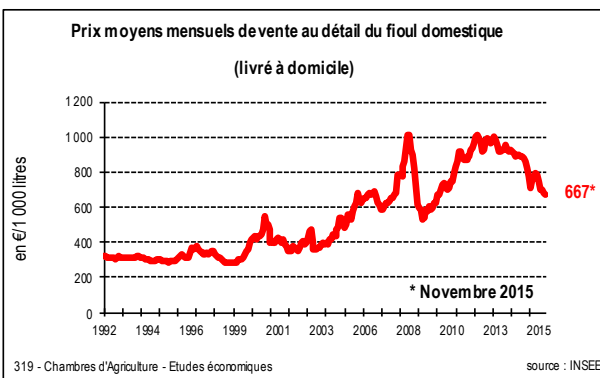
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
REPUBLIQUE FRANÇAISE

ac-
cueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr

Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

**Avec la participation
financière du CasDAR**

La chute du prix du pétrole entraîne le fuel vers le bas



Le nouvel accès de faiblesse du prix du baril de pétrole entraîne dans son sillage le prix du fuel domestique. C'est une nouvelle qui va reconforter les usagers de cette énergie durant l'hiver 2015-2016, à commencer par les ménages. Les agriculteurs devraient également en retirer un bénéfice et alléger par voie de conséquence leurs charges. Comme le prix du baril, au plus bas depuis 2009, ne devrait pas remonter de si tôt, l'allègement de la facture en fuel pourrait se prolonger encore un peu.

Le Yuan devient officiellement une nouvelle monnaie de référence

Le Fonds Monétaire International (FMI) vient récemment d'annoncer l'intégration du Yuan – ou renminbi – dans le panier de devises internationales servant à définir les taux de change, communément appelés les Droits de Tirage Spéciaux (DTS). Cette mesure symbolique ne devrait pas avoir d'impact immédiat sur l'économie mondiale, mais elle constitue un degré supplémentaire d'intégration de la Chine dans l'échiquier mondial.

Les efforts de restructuration de la Chine de son système financier ont fini par convaincre le FMI d'intégrer le yuan dans la composition des DTS d'ici septembre 2016, malgré la réticence des Etats-Unis pendant un certain temps par crainte que la monnaie chinoise affaiblisse le dollar. D'après Christine Lagarde, Directrice Générale du FMI, cette intégration va permettre de « créer un système monétaire et financier international plus solide ». Alors, en quoi cette mesure constitue un enjeu important pour l'économie mondiale ?

Le principal intérêt de cette décision réside dans la volonté du FMI de convaincre la Chine d'ouvrir davantage son économie pour accueillir des capitaux étrangers et de limiter sa politique de contrôle des changes. L'État chinois est souvent critiqué par les puissances occidentales pour dévaluer régulièrement sa monnaie afin de stimuler ses exportations, ce qui contribue à alimenter une sorte de guerre des monnaies entre les États eux-mêmes conduits à agir sur leurs monnaies pour préserver leurs parts de marché.

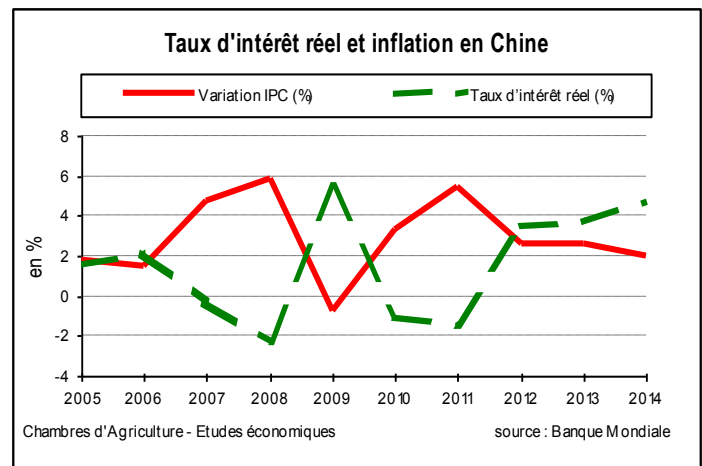
Les dévaluations successives du yuan au cours des années précédentes ont soutenu pendant un temps la croissance chinoise, grâce au bond des exportations d'une part mais aussi grâce à l'accumulation de devises étrangères générées par les excédents commerciaux. En contrepartie, cette situation a provoqué l'afflux de capitaux spéculatifs, plus particulièrement dans le secteur immobilier, et à détériorer les portefeuilles de prêts des institutions financières. De plus, les facilités d'octroi de prêts ont creusé l'endettement des entreprises du pays et fragilisé la croissance en cas de variation des taux d'intérêt selon la volatilité des mouvements de capitaux.

Face à ce contexte et dans le but de s'intégrer au système monétaire international, les autorités chinoises ont entamé des réformes financières majeures depuis trois ans pour restructurer leur système financier. Les conditions d'octroi de crédits ont été durcies, la supervision bancaire renforcée et la politique monétaire moins laxiste avec la hausse des taux plafonds sur les dépôts (+20 % fin 2014). Ceci a permis la remontée des taux d'intérêts réels, pour que le yuan « colle » davantage à sa valeur réelle de marché, de maîtriser l'inflation, et de réduire le « shadow banking » et la prise de participation dans des actifs toxiques par les institutions financières.

Toutefois, ces mesures ont provoqué un ralentissement de la croissance économique, une hausse des créances douteuses dans le bilan des banques et une hausse des taux d'intérêts qui limitent la capacité d'investissement des acteurs économiques et alourdissent la dette des débiteurs. Ce ralentissement fut d'ailleurs la cause d'un début de panique financière cet été, provoquée par la décision surprenante de la Banque Populaire de Chine (BPC) de dévaluer à nouveau le Renminbi pour relancer les exportations et contrer la désinflation sur le marché intérieur. Or, la sortie des capitaux engendrée par cette décision a fait plonger la plupart des indices boursiers asiatiques, et a suscité de vives inquiétudes sur la bourse mondiale.

Ces évolutions reflètent bien l'interconnexion de l'économie mondiale avec la Chine, et la nécessité pour celle-ci de poursuivre la stabilisation de son système financier, et par la même occasion du système monétaire mondial.

En plus des réformes structurelles opérées sur son système financier, celle-ci a recentré sa politique économique vers le marché intérieur (investissement public, subvention de produits alimentaires pour la consommation des ménages), mais le dosage délicat de ce « policy mix » (la combinaison d'une politique monétaire et budgétaire) engendre encore des déséquilibres économiques que le pays devra corriger avant l'entrée définitive de sa monnaie dans les DTS. Au final, on est en droit de se demander si l'intégration du Yuan dans les DTS est une remise en cause majeure de la suprématie du dollar dans les échanges internationaux.



Contact : Quentin MATHIEU

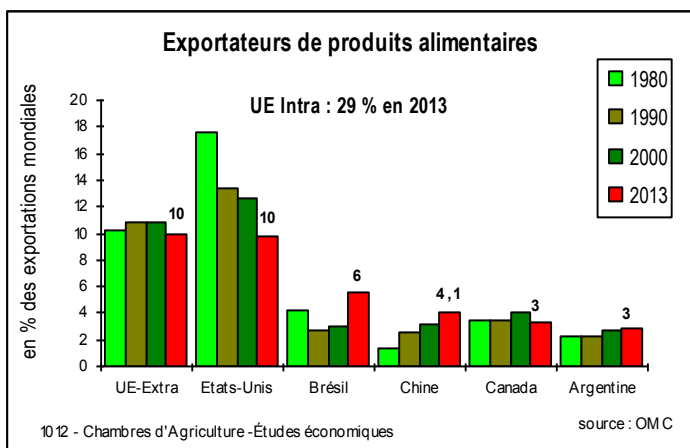
L'Argentine, les céréales et le protectionnisme

L'Argentine vient de se doter d'un nouveau Président, qui succède à la très controversée Christina Kirchner. L'économie argentine a pour particularité d'être un grand acteur agricole à l'échelle mondiale, figurant même dans les six principaux importateurs de produits agricoles et alimentaires selon les données de l'OMC. Certains économistes ont pu de ce fait, souligner la fragilité de ce pays, dans la mesure où il est devenu trop dépendant des prix des matières premières, le risque étant d'être victime de ce que l'on appelle la « maladie hollandaise ».

L'Argentine a profité des pics de prix successifs de puis 2007, mais est exposée depuis au reflux des cotations. Mais surtout, ce qui distingue cette économie depuis quelques années a trait à la pratique des restrictions volontaires aux exportations de céréales (20 % sur le maïs et 27 % sur le blé), puisque la Présidente sortante avait imposé des taxes sur les exportations de ces denrées et aussi sur les fèves de soja (35 %). Le nouveau Président, Mauricio Macri, a annoncé qu'il envisageait de démanteler ces taxes.

L'objectif du nouveau Président est en quelque sorte de relancer le modèle agro-exportateur argentin, et d'en faire un levier pour sortir le pays d'une crise économique qui le mine depuis trois ans, et ainsi restaurer la confiance des investisseurs étrangers. Les exportations agricoles constituent de surcroît une source de devises très importante. L'un des symptômes de cette crise réside dans le taux d'inflation particulièrement élevé, puisqu'il avoisine les 40 %, et que le taux de pauvreté s'est accru, touchant au moins 30 % de la population. De plus, l'économie argentine est toujours empêtrée dans un endettement chronique.

Le projet de baisse radicale ou graduelle des taxes à l'exportation a été accueilli favorablement par les acteurs du blé et du maïs, dont les positions sur les marchés à terme ont enregistré un bond significatif pour les contrats mars 2016. Le retour des céréales argentines sur les marchés mondiaux sera sans doute porteur d'une reconfiguration des conditions de formation des prix dans les mois à venir.



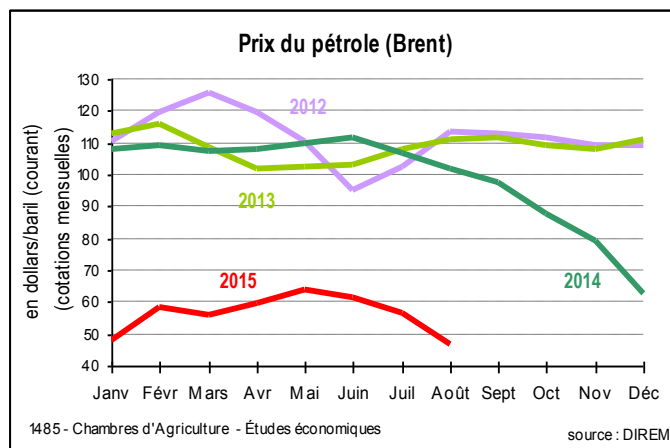
Contact : Thierry POUCH

L'interminable chute du Brent ou la féroce concurrence sur le marché de l'or noir

Début décembre, le cours du baril de pétrole est passé sous la barre des 40 dollars, jusqu'à atteindre 37 dollars soit son plus bas niveau depuis près de sept ans. Cette baisse historique est le fruit d'une conjoncture de plusieurs événements.

En premier lieu, l'accord sur l'encadrement du nucléaire iranien a permis la réintroduction de l'Iran sur la scène internationale et la possibilité pour le pays de vendre ses volumes importants de pétrole sur le marché à des prix très compétitifs. En second lieu, les États-Unis sont devenus les premiers producteurs mondiaux de pétrole en l'espace d'un an (plus de 11 millions de barils par jour), notamment grâce à l'exploitation des hydrocarbures de schiste. Face à cette croissance spectaculaire, les pays de l'OPEP ont décidé de livrer bataille contre le pétrole américain en abondant le marché afin de diminuer le prix du baril, et de réduire la rentabilité des forages États-Unis.

Cette tendance peut paraître comme une bonne nouvelle pour les producteurs agricoles, puisque l'on peut s'attendre à une baisse mécanique des coûts de production. Le problème est que la baisse des prix du Brent ne se répercute pas à la même hauteur sur les coûts des matières premières et des frais de transport (taxes à l'importation, marges commerciales). De plus, de nombreux pays producteurs de pétrole sont souvent importateurs de biens alimentaires, et la baisse des recettes pétrolières risquent de miner leur demande extérieure de produits agricoles. La méfiance est donc de mise face à ce contexte baissier, et une attention particulière devra être portée sur l'évolution du Brent en 2016 et le risque d'un retournement du marché.



Contact : Quentin MATHIEU

Leadership français sur les semences

Dans le débat sur la compétitivité des exploitations agricoles et des industries de la transformation qui s'est enclenché en France au détour des années 2000, l'érosion des parts de marché de la France est régulièrement soulignée. Indéniablement, la France n'est plus le second exportateur mondial de produits agricoles. Elle a été supplantée successivement par la Hollande, l'Allemagne et par le Brésil.

Ce diagnostic, qui appelle évidemment des analyses fines sur les causes de cette érosion, mérite toutefois d'être nuancé. On sait en effet que, au-delà du solde commercial excédentaire chronique qui caractérise la France et ses produits agricoles et alimentaires, certains secteurs sont en pointe dans la compétition mondiale, à l'instar des céréales, des vins et boissons, des produits laitiers, des animaux vivants, du sucre. Mais pour être fabriqués et être aussi compétitifs, ces produits ont recours à des intrants. Les semences en font partie. Or il se trouve que les semences constituent un secteur phare dans le paysage agricole français. Mieux encore, la France partage en ce domaine le leadership mondial avec les rivales américaines.

Les flux commerciaux de semences et de plants sur 2014/2015 dégagent un solde excédentaire de plus de 800 millions d'€, grâce à des exportations en hausse de +3 % sur un an. Dans le solde excédentaire global agroalimentaire de l'économie française, la part des semences a augmenté de quelque 28 %.

La plupart des domaines d'activité des semences a enregistré de bonnes performances commerciales sur l'année écoulée. C'est le cas en particulier des semences pour le maïs dont les exportations ont grimpé de +3 % et pour le tournesol dont les ventes ont augmenté de +6 %. Ces exportations de semences et de plants sont pour les trois quarts destinées au marché intra-communautaire, les principaux débouchés étant l'Allemagne, la Hongrie, l'Espagne et la Pologne. En revanche, sur les pays tiers, l'excédent retiré des échanges par les fournisseurs est imputable aux pays du Maghreb, Proche et du Moyen-Orient, notamment l'Iran, la Turquie, le Maroc et l'Algérie. Les exportations vers la Russie et l'Ukraine, deux des grandes destinations à l'exportation pour le secteur des semences, ont quant à elles fortement reculé sur l'année écoulée. La baisse des ventes sur ces deux pays a été de 24 %. Il n'y a qu'avec les Etats-Unis que la France enregistre un déficit, lequel se creuse sur 2014/2015.

L'économie française détient encore, quoi que l'on en pense, des entreprises performantes, comme le montrent les quelque 67 firmes de sélection et 192 entreprises productrices de semences. La France est ainsi le second exportateur mondial et le premier exportateur européen de semences. Sur un chiffre d'affaires totales de plus de 3 milliards d'€, l'exportation en représente un peu moins de 50 %. De telles réussites commerciales s'appuient sur des investissements de R-D qui débouchent sur de l'innovation de produits, et permettent de mieux répondre aux spécificités de la demande européenne et des besoins des utilisateurs évoluant Hors-Europe, en particulier en matière de lutte contre les maladies des semences du sol.

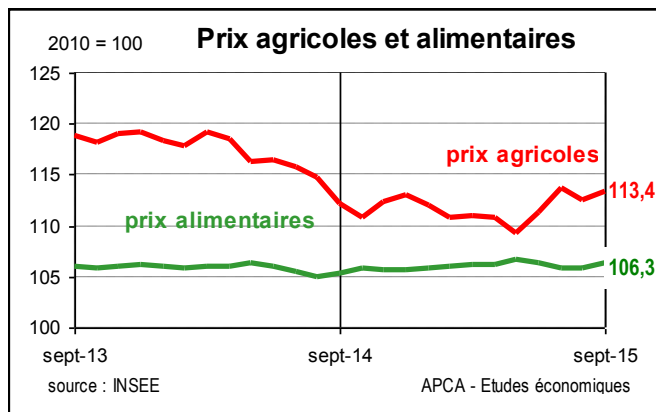
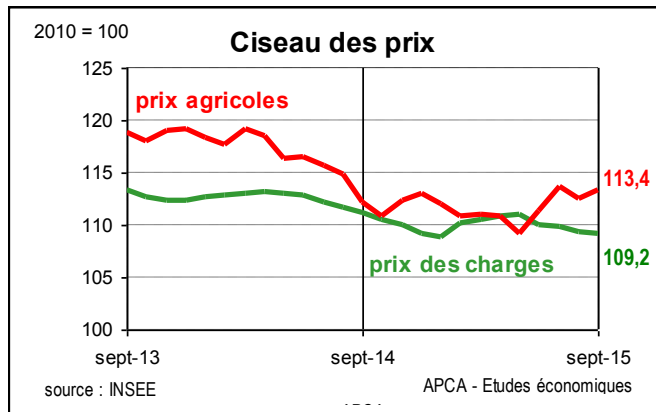
On sait toutefois que le secteur français des semences doit constamment adapter sa stratégie aux défis du XXI^e siècle, à commencer par celui de la réduction des molécules autorisées dans le cadre du plan Ecophyto 2018. Les semenciers français préserveront-ils leur leadership dans les années à venir ? La mutation en cours, à laquelle il faut adjoindre la concurrence livrée par les grands groupes mondiaux, exige par conséquent une clause de rendez-vous pour dresser un bilan de la robustesse de l'appareil de production hexagonal.

Contact : Thierry POUCH

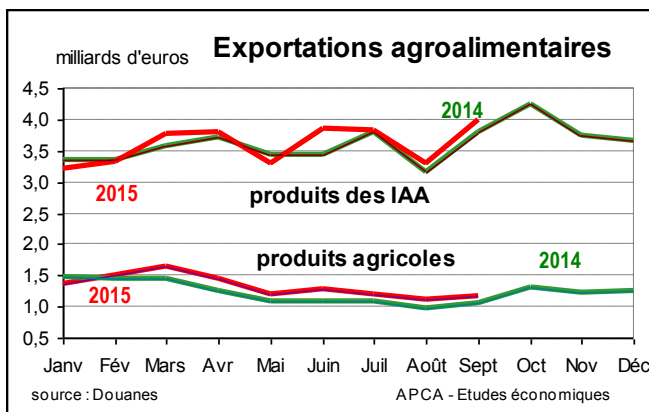
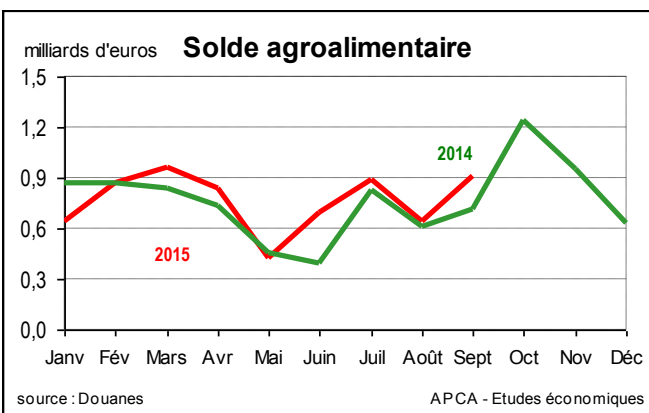
Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

9 avenue George V—75008 Paris

Réalisation : Hafida FATAH



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,5%	0,9%	0,3%
Prix agricoles	0,7%	1,1%	-4,5%
Prix des charges	-0,1%	-1,8%	-3,7%
Inflation	-0,4%	0,0%	0,3%



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En août	Cumul annuel
2015	0,647	5,911
2014	0,612	5,609